



## Note de lecture. Retours d'Octobre

Anne Legaré, *La crise d'Octobre, le monde et nous* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2021), 224 p.

Guy Lachapelle, *Le Devoir et la crise d'Octobre 1970 ou le combat de journalistes démocrates*, [nouvelle édition] (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 290 p.

Guy Lachapelle, *La crise d'Octobre de 1970. La grande alliance René Lévesque et Claude Ryan*, [nouvelle édition] (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 384 p.

Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. Jeunesse et crise d'Octobre*, nouvelle édition (Québec, Septentrion, 2020), 210 p.

Bernard Dagenais, *La crise d'Octobre 1970 au Québec. Entre la raison et la manipulation* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 328 p.

Ivan Carel

---

Volume 78, numéro 2, automne 2024

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1121510ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1121510ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

---

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

---

Citer ce compte rendu

Carel, I. (2024). Compte rendu de [Note de lecture. Retours d'Octobre / Anne Legaré, *La crise d'Octobre, le monde et nous* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2021), 224 p. / Guy Lachapelle, *Le Devoir et la crise d'Octobre 1970 ou le combat de journalistes démocrates*, [nouvelle édition] (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 290 p. / Guy Lachapelle, *La crise d'Octobre de 1970. La grande alliance René Lévesque et Claude Ryan*, [nouvelle édition] (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 384 p. / Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. Jeunesse et crise d'Octobre*, nouvelle édition (Québec, Septentrion, 2020), 210 p. / Bernard Dagenais, *La crise d'Octobre 1970 au Québec. Entre la raison et la manipulation* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 328 p.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 78(2), 83–103. <https://doi.org/10.7202/1121510ar>

---

Tous droits réservés © Institut d'histoire de l'Amérique française, 2024

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

---

**é**rudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

# Note de lecture

## Retours d'Octobre

IVAN CAREL

Anne Legaré, *La crise d'Octobre, le monde et nous* (Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2021), 224 p.

Guy Lachapelle, *Le Devoir et la crise d'Octobre 1970 ou le combat de journalistes démocrates*, [nouvelle édition] (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 290 p.

Guy Lachapelle, *La crise d'Octobre de 1970. La grande alliance René Lévesque et Claude Ryan*, [nouvelle édition] (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 384 p.

Éric Bédard, *Chronique d'une insurrection appréhendée. Jeunesse et crise d'Octobre*, nouvelle édition (Québec, Septentrion, 2020), 210 p.

Bernard Dagenais, *La crise d'Octobre 1970 au Québec. Entre la raison et la manipulation* (Québec, Presses de l'Université Laval, 2020), 328 p.

CHEZ LES HISTORIENS ET HISTORIENNES DU QUÉBEC, Octobre 1970 fait partie de ces événements qui suscitent, chaque décennie, une attention renouvelée. L'année 2020 ne déroge pas à cette règle implicite des commémorations décennales que Manon Leroux avait déjà analysées dans *Les silences d'Octobre* (VLB, 2002), avec cependant une légère différence cette fois-ci: les témoins directs se faisant plus âgés, on publie davantage leurs témoignages et impressions, alors que le temps apaise les tensions et permet l'expression de souvenirs encore riches et précieux. Aux fins de cette note de lecture, j'aurais pu cibler plusieurs de ces ouvrages récents, comme celui de Robert Comeau et Louis Gill<sup>1</sup>, ou encore la réédition du

1. Robert Comeau et Louis Gill, *Mon Octobre 70* (Montréal, VLB, 2020).

classique de Louis Fournier<sup>2</sup>, dont la première version date de 1982. La *Revue d'histoire de l'Amérique française* m'a plutôt suggéré ces cinq titres, qui peuvent paraître assez disparates dans leurs intentions. Quelques points communs émergent cependant, que je tenterai de faire ressortir ici : le rapport entre médias et politique, la légitimité de la violence ou encore la question générationnelle, tous abordés de près ou de loin dans ces ouvrages.

Mais avant de présenter chacun de ces livres, revenons rapidement sur ce que les auteurs et les éditeurs — donc les lecteurs aussi — éprouvent à l'endroit de cet événement phare de la Révolution tranquille. À titre d'enseignant, je ne puis que noter également, comme le fait Louise Bienvenue en préface du livre d'Éric Bédard, la fascination exercée par Octobre 1970 sur les étudiants et étudiantes. Pourquoi cet intérêt ? D'une part, un mystère relatif persiste quant au déroulement exact des événements, part d'ombre à laquelle s'intéressent historiens ou romanciers, au point d'imaginer parfois des intrigues fantastiques. Tous les dossiers ne sont pas encore publics, après tout. Mais une fascination toujours vivace s'exerce aussi parce qu'on assiste ici à un drame plus grand que nature. Alors que Bernard Dagenais (voir ci-après) nous montre très justement à quel point les Québécois perçoivent leur histoire comme un long fleuve tranquille et pacifique, voici qu'éclate l'incompréhensible, forcément étranger, nécessairement fou, hors de « nous ». Une loi d'exception, un assassinat politique, l'armée, 500 personnes emprisonnées, la suspension des droits civils, quelques rares voix dissidentes, une atmosphère digne d'une quelconque république tropicale entre Montréal-Nord et Saint-Hubert...

C'est qu'Octobre est à la fois extraordinaire et tout à fait symptomatique de la montée en puissance des tensions nationalistes qui s'étaient manifestées depuis la mort du Chef, Maurice Duplessis, en 1959. La nation est en pleine redéfinition, pas si tranquille, et ce, dans un contexte international, celui des années 1960, d'ébullition. Guerre froide, décolonisations, révolte de la jeunesse, tout cela est bien connu. Octobre, plus de cinquante ans après, alors que ses plus jeunes acteurs baby-boomers sont aujourd'hui largement à la retraite, reste un moment clé de l'histoire québécoise. La « fin de l'innocence », dirait Fernand Dumont, mais aussi le point de bascule qui, ultimement, permettra l'épanouissement d'une pratique politique d'autant plus efficace qu'elle sera moins spectaculaire.

2. Louis Fournier, *FLQ. Histoire d'un mouvement clandestin*, 3<sup>e</sup> édition (Montréal, VLB, 2020).

## Anne Legaré

Entre l'essai et le témoignage, la professeure de science politique à la retraite Anne Legaré nous livre ici un des ouvrages qui fut le plus remarqué de cette cuvée sur Octobre. Comme nombre d'étudiants de la fin des années 1960, Legaré était membre du Front d'action politique (FRAP) et d'autres mouvements indépendantistes de gauche. Lectrice de Poulantzas et d'Althusser, alors qu'elle poursuit ses études dans le Paris post-Mai 68, elle navigue dans les eaux intellectuelles de la redéfinition d'une « nouvelle-gauche » qui rompt avec le stalinisme et cherche à articuler la révolte des cols blancs aux récits émancipateurs du marxisme classique et révolutionnaire, le tout dans un monde secoué par les luttes de décolonisation. Pour la Montréalaise ensorbonnée, la « question nationale » québécoise (dont elle sera une des plus éminentes théoriciennes par la suite) se pose moins dans les termes d'une opposition dialectique entre nationalisme et socialisme que dans une optique de lutte de libération nationale et donc forcément émancipatrice — de cette émancipation telle qu'on pouvait la concevoir après le *Port Huron Statement* (1962) et dans la foulée des mouvements de décolonisation et étudiants, c'est-à-dire tant individuelle que collective.

Dans les faits, cet ouvrage aurait dû s'appeler *La crise d'Octobre, la France et nous*. Certes, on peut toujours arguer que Paris, pour l'intelligentsia québécoise des années 1960, c'est le centre du monde, et que ce qui s'y écrit a forcément prétention à l'universel. Néanmoins, l'autrice ne se penche pas sur d'autres influences importantes, étatsuniennes ou tiers-mondistes, et le portrait « mondial » est forcément incomplet. Il faut quand même souligner le double intérêt de sa réflexion visant à détacher le FLQ d'une analyse strictement montréalalo-québécoise et à le théoriser en partant des intellectuels qui étaient parmi les plus influents du long après-guerre, soit Camus et Sartre.

Cet ancrage n'est d'ailleurs pas sans rappeler l'intérêt que plusieurs militants portent à la redéfinition de l'humanisme tentée dans les années d'après-guerre. Le Charles Gagnon des années 1990, retraçant la généalogie de ses engagements, insistera d'ailleurs sur cette « crise de l'humanisme » qui a nourri ses réflexions et, selon lui, celles d'une bonne partie de sa génération, « ceux qu'on rangeait parmi les existentialistes ». « Les romans de Sartre, les récits et pièces de théâtre de Camus et ce qui tournait autour des *Temps modernes*, et un peu aussi *Esprit*. Tous les intellectuels cherchaient

un nouvel humanisme à l'époque; les communistes, les socialistes, les chrétiens, les existentialistes, sans compter *Socialisme ou barbarie*, et d'autres tendances moins clairement définies<sup>3</sup>.»

Ce que Legaré nous montre par son témoignage, c'est que l'histoire du militantisme dans les sociétés occidentales des années 1960 est aussi et peut-être surtout une histoire intellectuelle. Camus et Sartre sont donc moins analysés pour eux-mêmes que pour l'influence qu'ils ont pu avoir sur toute une génération de jeunes militants et militantes, à commencer par l'autrice elle-même. C'est à l'aune de ces deux auteurs qu'elle analyse la violence politique des années 1960, tout en se mettant en scène à travers ses propres interrogations. Cette violence politique est initialement imaginaire ou fantasmée: c'est celle par laquelle les militants vont mobiliser les deux auteurs français, dans des perspectives différentes. Puis survient une violence réelle, brutale, celle de l'État, de la surveillance, de la répression exercée par le gouvernement canadien et autres élites politiques. Dans cette deuxième partie, Legaré revient sur un épisode qui lui est cher et proche: l'assassinat du militant François-Mario Bachand à Paris. Enfin, elle termine avec l'étude de quelques réactions internationales à Octobre 1970.

La première partie de l'ouvrage présente donc Camus puis Sartre et leur rapport à la violence. On note les positions diamétralement opposées des deux intellectuels quant au rôle de la violence dans l'action politique, Camus appelant à la révolte, certes, mais une révolte toujours soumise au primat de la justice, tandis que l'engagement révolutionnaire et internationaliste de Sartre conçoit cette violence comme une fin en soi, légitime de par son efficacité stratégique dans la lutte contre l'État bourgeois. Un des points d'orgue de cette partie est le récit et la retranscription de l'entrevue avec Sartre à Paris en 1971<sup>4</sup>. Legaré se dépeint dans ce maelström intellectuel et militant avec une très grande franchise, affirmant ainsi, à propos de Sartre: « Contrairement à Camus, je l'avais peu lu mais plutôt fantasmé. Sa renommée et son engagement radical en faveur de la révolution me suffisaient » (p. 100). Sans jamais chercher à se justifier de quelque manière, l'autrice assume pleinement ses engagements et son parcours, avec beaucoup de sincérité et, dirions-nous aujourd'hui, de « bienveillance » à l'endroit de cette elle-même d'autrefois, dans le flou d'une monoparentalité étudiante et parisienne post-68, ce qui, en soi, est déjà assez ébouriffant.

3. Message de Charles Gagnon à l'auteur, 29 mai 2005.

4. Legaré fut témoin de cette rencontre, avec son collègue Jean-Claude Saint-Onge, qui l'avait déjà retranscrite en 1997 dans le *Bulletin d'histoire politique* (« Sartre sur la Crise d'Octobre 1970 », vol. 5, n° 3, p. 82-93).

Dans les chapitres suivants, elle évoque la violence réelle, celle du FLQ, mais surtout celle de l'État, qui s'exerce comme un rouleau compresseur malgré les appels de membres de la société civile à la négociation pendant Octobre (ce qui sera l'objet du travail de Lachapelle que j'aborde plus bas). Si Legaré n'a jamais franchi le Rubicon de la violence politique, malgré l'intérêt qu'elle porte à la question, d'autres dans son entourage furent plus intrépides. Le chapitre 6 de l'ouvrage porte sur François Mario Bachand, felquiste franc-tireur, dissident, remuant, charismatique et dérangeant jusqu'à ses collègues du FLQ, qui fut assassiné à Paris en 1971. Bien malgré elle, Legaré s'est retrouvée mêlée à cet événement qui reste officiellement non élucidé, et elle insiste sur la thèse de l'assassinat par les États canadien et français, thèse opposée à celle du « règlement de comptes » interne au FLQ ; on peut bien sûr imaginer aussi une conjonction d'intérêts. Legaré est actrice (fort probablement involontaire) de ce drame, et a été soupçonnée de complicité tant par les forces policières que par des militants québécois. Elle offre donc ici son propre récit, comme elle l'a fait dans la série documentaire de 2020 *Le dernier felquiste*<sup>5</sup>. Qu'elle veuille remettre les pendules à l'heure, notamment en critiquant la thèse de McLoughlin<sup>6</sup>, on le comprend parfaitement. Mais l'attrait principal de ce chapitre est de bien illustrer le parcours dramatique de Bachand, cet autodidacte participant à l'organisation du mouvement McGill français, nouant des contacts avec Cuba et les Black Panthers, jusqu'à son exil quelque peu mythomane à Paris où il se déclare à un journal de gauche « chef du FLQ ». Ce cheminement est à la fois très révélateur de la dimension « géopolitique internationale » du FLQ et du caractère brouillon et cruel du banditisme, petit ou grand, qui en est le pain quotidien, ce que montrent également parfaitement les témoignages recueillis pour *Le dernier felquiste*. Alors que Bachand évoque des projets terroristes grandiloquents dans les *Trois textes* qui seront publiés avant sa mort, on pourrait croire que les polices secrètes prennent peur et agissent dans l'ombre pour faire taire le dangereux libérateur du peuple ; quand un règlement de compte décidé par une branche adverse peut aussi être, plus prosaïquement, la triste et banale réalité d'une vie clandestine frayant avec le monde interlope.

Pour conclure sur cet ouvrage, l'autrice se met en scène, rappelle ses propres engagements, son parcours, et on accède donc ici à une mise en

5. Flavie Payette-Renouf, Éric Piccoli et Félix Rose, *Le dernier felquiste*, 6 épisodes, Club Illico, 2020.

6. Michael McLoughlin, *Last stop, Paris. The Assassination of Mario Bachand and the Death of the FLQ* (Toronto, Viking Press, 1998).

abyrne intelligente et intellectuelle du témoignage contextualisé. Assumant la subjectivité inhérente à une telle perspective, l'autrice ne s'y limite cependant pas; elle cherche à nous faire comprendre ce parcours de l'intérieur. Pour le dire autrement, et dans la foulée de Camus, on saisit mieux que les valeurs profondes modelées durant la jeunesse sont à la source des engagements militants et peuvent conditionner toute une vie. Comment, là encore, ne pas faire le parallèle avec le travail d'Éric Bédard que j'aborde plus bas: nous avons accès à cette « jeunesse éternelle » nourrie de discours et de modèles brillant de mille feux, désireuse plus que toute autre génération avant elle de « changer la vie » et se heurtant brutalement au mur des contingences politiques.

## Guy Lachapelle

Guy Lachapelle reprend, dans *Le Devoir et la crise d'Octobre 1970 ou le combat de journalistes démocrates*, à peu près textuellement le titre d'un compendium des articles et éditoriaux parus dans *Le Devoir* pendant la crise d'Octobre, publié chez Leméac en 1971 sous la direction de Claude Ryan. Rédigeant l'avant-propos du livre de 1971, Pierre de Bellefeuille affirmait:

... le fidèle *Devoir* est le seul phare que la tempête n'a ni renversé ni obscurci. Pendant que tous les autres grands organes d'information défonçaient la pédale douce et rivalisaient d'autocensure, quand ils n'excitaient pas la surenchère de la répression, *Le Devoir* s'est fait le carrefour d'une pensée courageuse et novatrice. Certains ont cru qu'il renonçait ainsi à sa tradition; il semble plutôt qu'il l'ait maintenue<sup>7</sup>.

Voilà une ligne que Lachapelle n'aurait pas dédaignée à écrire, tant cette idée traverse l'ensemble de son œuvre. Cet ouvrage est une réédition de son livre de 2005, *Claude Ryan et la violence du pouvoir*, lui-même issu de son mémoire de maîtrise de 1981. Comme dans le cas du livre de Bernard Dagenais dont je parle plus bas, on a donc affaire ici, à la faveur du cinquantième anniversaire des événements, à une réédition format poche d'un ouvrage qui date, mais que les Presses de l'Université Laval et l'auteur estiment encore pertinent pour bien comprendre les enjeux de cette crise.

7. Pierre de Bellefeuille, « Avant-propos », dans Claude Ryan (dir.), *Le Devoir et la crise d'Octobre 70* (Montréal, Leméac, 1971), p. 9.

Dès la « Présentation », datée de 2020, l'auteur affirme que « les citoyens du Québec ont été trahis par leurs élites politiques au pouvoir » (p. 1), mais que « le combat des journalistes du *Devoir* a été exemplaire tout au long de cette crise et que ce journal fut l'un des rares phares à se tenir debout au milieu de la tempête ». Là où Lachapelle fait sa marque, c'est dans sa dénonciation encore indignée cinquante ans plus tard de la « trahison » des élites politiques, les Pierre Trudeau, Jean Drapeau, Lucien Saulnier, Marc Lalonde : « le pouvoir politique a voulu tuer la démocratie québécoise en cherchant à faire taire tous ceux et celles — artistes, écrivains, militants, journalistes — qui osaient parler de liberté » (p. 2). Ce qui n'est pas sans rappeler l'analyse de Guy Rocher en 2010, soulignant que ceux qui défendaient la légitimité de la *Loi sur les mesures de guerre* en 1970 étaient les mêmes qui dénonçaient la violence répressive de l'État pendant la Deuxième Guerre mondiale ou la grève d'Asbestos en 1949<sup>8</sup>.

Le politologue, qui ne dissimule pas son engagement militant indépendantiste au moment de la rédaction de la première version de son travail en 1981, se concentre sur l'analyse des éditoriaux et autres textes d'opinion de la section « Bloc-note » du *Devoir* pendant la crise, soit du 6 octobre au 29 décembre 1970, de l'enlèvement du diplomate Cross à l'exil cubain des membres de la cellule Libération. L'auteur fait le postulat méthodologique, par ailleurs communément accepté, que la page éditoriale reflète l'idéologie, « la position du quotidien *Le Devoir* durant les trois mois de cette crise politique » (p. 62). Analyse de contenu de type qualitative, le travail tente aussi une analyse quantitative en comptabilisant les récurrences de certains mots-clés et leurs champs lexicaux : crise, négociation, pouvoir, gouvernement, autorité, État, nation, option souverainiste, violence du pouvoir, libertés civiles, répression, FLQ, etc. De ce portrait de textes rédigés essentiellement par Claude Ryan, mais aussi par Paul Sauriol, Jean-Claude Leclerc, Claude Lemelin et Vincent Prince, l'auteur dégage une chronologie de la crise en quatre temps.

L'ouvrage lui-même ne reprend toutefois pas ce découpage chronologique, qui sert néanmoins à la démonstration dans le corps de l'argumentaire, puisqu'il permet de comprendre l'évolution des enjeux de la crise et lui donne donc une « épaisseur » dramatique que le recul a parfois tendance à ramener à un événement ponctuel et unidimensionnel. Les quatre

8. Guy Rocher, « La violence politique et sa légitimité », dans Ivan Carel, Robert Comeau et Jean-Philippe Warren (dir.), *Violences politiques. Europe et Amériques 1960-1979* (Montréal, Lux, 2013), p. 34.

chapitres du livre sont plutôt thématiques (« Claude Ryan, *Le Devoir* et le pouvoir politique », « La position idéologique du *Devoir* », « La défense des libertés civiques, des droits de la personne et de la démocratie québécoise », et « De la modération à la dissidence ») et s'articulent autour de certains moments pivots, notamment l'application de la *Loi sur les mesures de guerre*.

Il n'y a pas lieu ici de revenir en détail sur cet ouvrage, qui a été commenté et recensé dans ces pages au moment de sa sortie initiale, mais plutôt de s'interroger sur la pertinence de le lire encore aujourd'hui. Or, il me semble que le travail de Lachapelle est encore d'actualité, tant il interpelle le rôle des médias face à l'arbitraire du pouvoir.

L'auteur pose que les journalistes sont des intellectuels tels qu'Andrée Fortin les définit, soit des personnes qui s'appuient sur leur capital culturel pour faire des gestes de type politique<sup>9</sup>. En effet, durant ces quelques mois, l'auteur note la perméabilité des réseaux et des lieux de pouvoir, interpénétration souvent conflictuelle que favorise le contexte de crise. Il revient régulièrement sur le rôle d'éminence grise qu'a pu jouer Ryan auprès de Bourassa, bien que ce dernier, en fin de compte, ne tint pas compte de ses adjurations de ne pas faire intervenir le gouvernement fédéral et ses légendaires sabots dans une affaire qui devait rester québécoise. Nationaliste, Claude Ryan? Assurément; et doté aussi d'un fort sens de l'État, tout comme René Lévesque à cette occasion. D'un nationalisme qui n'est et ne sera jamais indépendantiste, mais qui s'appuie sur une tradition remontant à 1867, prétendant au respect de l'autonomie de chacun des deux peuples présumés fondateurs. Mais la crise d'Octobre, c'est peut-être aussi et déjà, avant la conférence de Victoria (1971), avant le rapatriement de la constitution (1982), les accords de Meech (1987) et de Charlottetown (1992), la fin du fédéralisme d'ouverture qui avait marqué les années Pearson (1963-1968), ce que Lachapelle rappelle dans son avant-propos de 2020.

D'où une question fondamentale qui se dégage du travail de Lachapelle: celle du pouvoir, des pouvoirs, de leur légitimité au-delà de la légalité technique. Et c'est peut-être le non-dit du livre: si les « élites politiques » font reposer la légitimité de la répression sur la légalité et la défense de la démocratie, les tenants d'une ligne plus souple et réfléchie (et surtout, plus québécoise) que sont les éditorialistes du *Devoir* posent la préséance des droits démocratiques *individuels* mais surtout *collectifs* à tout exercice du pouvoir. Or, ces droits sont mis à mal par la répression étatique: les droits

9. Andrée Fortin, *Passage de la modernité. Les intellectuels québécois et leurs revues (1778-2004)*, 2<sup>e</sup> édition (Québec, Presses de l'Université Laval, 2006).

et libertés individuels sont violés par ceux-là mêmes qui s'en proclament les serviteurs, et les droits collectifs sont bafoués, car c'est la démocratie québécoise dans son ensemble qui a été attaquée en 1970 et durant les années suivantes, comme les commissions Macdonald et Keable ont pu le démontrer, de même que le rapatriement unilatéral de 1981.

En fait, ce que *Le Devoir* clame durant la crise, et notamment au moment de l'invocation de la *Loi sur les mesures de guerre*, ce n'est pas tant sa dissidence rebelle, ni le refus d'une intervention forte de l'État, que la nécessité *vitale* que cette intervention soit le fait de l'État québécois, puisque cette crise est d'abord et avant tout une crise québécoise. À ce titre, l'éditorial de Ryan du 17 octobre, reproduit intégralement à la fin de l'ouvrage, rend compte de ce positionnement et est considéré par Lachapelle comme un tournant dans l'attitude du journal pendant la crise. Pour le dire autrement, en faisant appel au fédéral, le gouvernement québécois a abdiqué son propre pouvoir, a « externalisé », pourrions-nous dire, la gestion de la crise, mais il a surtout fait en sorte que ce soient l'ensemble des Québécois qui deviennent coupables (ou à tout le moins suspects) par association.

Autre élément de réflexion que Claude Ryan nous livre à un demi-siècle de distance et que nous rappelle Lachapelle: le rôle des médias dans un monde où l'information est centrale pour la prise de décision politique et la formation de l'opinion. Faisant écho à l'ouvrage de Bernard Dagenais examiné ci-après, Lachapelle nous montre que la plupart des journalistes pendant Octobre se sont engouffrés dans le « drame » de la crise et se sont faits les thuriféraires de la répression à tout crin face à un terrorisme jugé aveugle, incompréhensible et forcément étranger. Trois mots d'ordre s'imposent alors aux yeux des « journalistes démocrates » que sont les éditorialistes du *Devoir*: 1) la salutaire modération pour contrer la panique et les options trop radicales, 2) la nécessaire objectivité de l'information et 3) l'opiniâtre résistance, s'il le faut, y compris contre l'État. Concernant le premier point, Ryan nous dit, le 17 octobre, que « la modération devient, à son corps défendant, un véritable glaive » (p. 193). Sur le deuxième point, il apparaît rapidement fondamental de lutter contre la désinformation. Ryan en a fait les frais avec cette « rumeur » de gouvernement parallèle distillée par Marc Lalonde et Pierre Elliot Trudeau, reprise par divers journalistes et devenue l'un des prétextes au coup de massue que l'on connaît. Quant à la résistance, *Le Devoir* l'a érigée en gardienne de son indépendance; elle est viscérale et existentielle pour le journal. Ces intellectuels vivent alors dans un espace médiatique où les frontières entre journalisme et politique ne sont pas étanches. Mais n'est-ce pas la même chose aujourd'hui? Les éditorialistes

et chroniqueurs, qui occupent un espace médiatique toujours plus vaste, peuvent également intervenir franchement sur le terrain politique et n'ont pas de compte à rendre au Code déontologique de la profession.

Pour terminer, on peut saluer la reparation de cet ouvrage dans un format accessible. Il s'impose désormais comme un classique sur Octobre, malheureusement un peu figé dans le temps. Toujours pertinent sur le fond, il eût sans doute bénéficié d'une mise à jour dans les références bibliographiques, car depuis 2005, plusieurs analyses ont paru sur Octobre et sur Claude Ryan, dont deux biographies. Certes, le projet consistait essentiellement à réimprimer, comme on l'a fait avec le livre de Dagenais, dans la même collection. Néanmoins, c'est un choix que l'on peut légitimement interroger car, pour les personnes qui s'intéressent à Octobre, les ouvrages d'origine sont encore généralement accessibles.

Le deuxième livre de cette liste signé Guy Lachapelle, intitulé *La crise d'Octobre de 1970. La grande alliance René Lévesque et Claude Ryan*, s'intéresse à deux personnages politiques qui ont eu à s'affronter lors du référendum sur la souveraineté de 1980 mais qui, dix ans plus tôt, partageaient le même sens de l'État (du Québec), la même posture critique à l'endroit des pouvoirs fédéral et provincial, et on pourrait presque dire une « certaine idée de la nation ». En 2022, le politologue de Concordia a fait paraître une anthologie de la pensée politique de Lévesque, après s'être penché sur le rôle joué par Ryan et les éditorialistes du *Devoir* durant la crise d'Octobre dans l'ouvrage discuté ci-dessus. *La grande alliance*, paru en 2020, revient donc sur les deux personnages et le rôle qu'ils ont joué durant la crise. Dans chaque cas, on fait face à un homme présenté comme intègre, avec en sous-entendu l'idée que ceux qu'ils affrontent, soit les hommes au pouvoir, ne le sont pas tant que ça...

L'ouvrage fait preuve d'une certaine originalité dans sa forme : les 80 premières pages constituent le corps de l'analyse, tandis que les annexes, qui présentent les sources principales, occupent près de 280 pages du livre, essentiellement les lettres à Lévesque, celles destinées à Ryan, puis les déclarations de l'un, de l'autre et communes durant la crise d'Octobre. Ces annexes se terminent avec le texte d'une pétition en faveur du *Devoir*. Lachapelle propose « une relecture des événements d'octobre 1970, mais à travers le courrier – les lettres et correspondances (télex, messages) reçues par MM. Lévesque et Ryan » (p. xix), soit 172 missives pour le premier et plus de 600 pour le second.

Ces sources permettent de se faire une idée un peu plus précise de la façon dont la posture des deux hommes a été perçue par les citoyens. Cette

question de l'opinion publique reste épineuse. À ce titre, rappelons le coup de sonde de la maison Gallup de novembre 1970<sup>10</sup>, qui montre que 86,6 pour cent des répondants approuvent la proclamation de la *Loi sur les mesures de guerre*, que 70,1 pour cent souhaitent le rétablissement de la peine de mort pour les cas de kidnapping, et que Bourassa et Trudeau ressortent de la crise avec des taux d'approbation supérieurs. La question de l'opinion est donc difficile à saisir et Dagenais s'y heurte également, constatant la très grande présence de la « ligne dure » face au FLQ dans les médias. Ici, par contre, les lettres reçues par les deux personnages montrent un certain appui populaire à une posture de conciliation, mais aussi au souhait que Québec soit le maître d'œuvre de la réponse à la crise.

L'avant-propos présente la thèse de l'auteur sur le silence qu'on a tenté d'imposer à tous ceux et celles « qui osaient parler de liberté » (voir ci-dessus). Ainsi, Octobre marque le paroxysme des tensions de la Révolution tranquille, il est « un révélateur puissant, la résultante de dix années de débats, entre fédéralistes, nationalistes et indépendantistes québécois » (p. 4). Or, Lévesque et Ryan, dans ce concert cacophonique d'une Révolution tranquille qui éclate, incarnent alors ce débat. Ils représentent le nationalisme étatique caractéristique des années 1960, soit celui qui conçoit l'État comme le bien le plus précieux des Québécois : « l'État du Québec doit être et doit demeurer le défenseur des valeurs des Québécois » (p. xiv), c'est-à-dire qu'ils seront ceux qui militeront pour que le gouvernement Bourassa ne cède pas la moindre parcelle d'autorité ou de légitimité au gouvernement fédéral dans une affaire qui concerne fondamentalement le Québec et non le reste du Canada. Pour le dire autrement, Ryan et Lévesque, à leur manière, ont épousé une posture nationaliste qui — sans utiliser ce terme eux-mêmes — se voulait décoloniale, sans pour autant pencher de quelque manière du côté des felquistes.

Lachapelle insiste ensuite sur les fameuses déclarations communes, révélatrices à la fois du dialogue entre les deux hommes et du respect mutuels qu'ils entretenaient, révélatrices aussi de ce postulat nationaliste qui les a vus se poser en défenseurs de la raison d'État face à la démission du gouvernement Bourassa. Cette posture appelant à négocier est d'autant plus délicate pour les deux hommes qu'ils sont amis de Pierre Laporte et que le meurtre de l'ancien journaliste les affecte particulièrement. On aurait cependant souhaité ici que l'auteur insiste un peu plus sur les autres

10. Gallup Canada, « Canadian Gallup Poll, November 1970, #344 », [[borealisdata.ca/dataset.xhtml?persistentId=doi:10.5683/SP2/IWGCOC](http://borealisdata.ca/dataset.xhtml?persistentId=doi:10.5683/SP2/IWGCOC)].

participants (les « 16 personnalités ») de ces déclarations communes : syndicalistes, intellectuels, universitaires. Une sorte de front commun se dessine, dont le portrait aurait permis de dépersonnaliser la lutte.

L'auteur présente le « nationalisme démocratique de Lévesque et Ryan » : les deux hommes sont alors les porte-flambeaux d'un certain progressisme caractéristique des « élites définitrices<sup>11</sup> » de la Révolution tranquille s'opposant au vieux nationalisme duplessiste. Réactualiser le nationalisme en respectant les valeurs humanistes et les impératifs d'une époque qui s'ouvre au reste du monde, telle est la mission des deux hommes. La posture de Ryan a ceci de différent qu'elle met en avant l'« hypothèse canadienne » (p. 13) tout en affirmant que « [d]ans l'ordre de juridiction où il est et doit demeurer, et même dans certains cas devenir souverain, le Québec a droit à notre première allégeance ». Ryan sera peut-être un des derniers intellectuels à défendre ce vaste projet cher à André Laurendeau mais qui finira par s'effondrer après les échecs de Meech et Charlottetown.

Les coups bas, comme la rumeur de gouvernement parallèle, les menaces et intimidations, le recours à la loi comme massue politique sous couvert de défense de la démocratie, tout cela participe d'un drame dont les acteurs Lévesque et Ryan seront les victimes expiatoires et quelque peu seules dans l'environnement médiatico-politique apeuré et paniqué – donc suiviste – d'Octobre.

Sans emprunter véritablement aux méthodes de l'histoire intellectuelle ou de la science politique pure et dure, l'analyse de Lachapelle relève davantage à la fois de la synthèse et du travail de recherche en cours : fruit de décennies de recherche, il propose une analyse fine de la pensée de ces deux hommes qui restent encore aujourd'hui très importants dans la mémoire collective. Mais le travail ne se présente pas non plus comme complètement neutre : Lachapelle affiche à plusieurs reprises son admiration pour ces personnages plus grands que nature qui ont su défendre leurs principes et surtout « la démocratie », le « sens de l'État » face à la démission, la mise en tutelle et la violence de l'ordre fédéral.

Le travail de Lachapelle se raccroche particulièrement bien à celui de Dagenais (voir ci-après), tant il démontre le caractère donquichottesque de Ryan et Lévesque. Alors que la panique et la « vacuité morale » s'emparent des pages des journaux, ils restent (presque) seuls à défendre la démocratie, le droit, les valeurs morales et humaines, le sens de l'État

11. Martin Pâquet et Stéphane Savard, *Brève histoire de la Révolution tranquille* (Montréal, Boréal, 2021), p. 87.

québécois. Cependant, on aurait tort de statifier ces deux hommes. Alors que l'auteur termine son chapitre 3 sur l'idée que « la grande alliance Lévesque-Ryan a donc été le déclencheur d'un mouvement de plaques tectoniques qui a fait frémir et trembler le pouvoir politique » (p. 75), rappelons quand même que ces hommes incarnent ou représentent des groupes larges de citoyens et citoyennes (comme les lettres en font foi), et qu'à ce titre c'est moins cette alliance circonstancielle en elle-même que la crise et les mouvements politiques qui s'y rattachent qui seront les principaux moteurs de ce mouvement de plaques tectoniques, si mouvement il y eut.

La lecture des lettres est d'ailleurs particulièrement fascinante. Elle révèle des attitudes et réflexions profondes, même à chaud ; on peut y lire par exemple une missive de Charles de Gaulle, qui, en exprimant son soutien à Trudeau, montre que son éloignement du pouvoir l'amène à être peut-être un peu moins renseigné qu'il ne le fut en d'autres temps. Cet ouvrage peut donc être considéré comme une ressource d'autant plus précieuse que, depuis sa parution, pour l'avoir expérimenté moi-même, les boîtes de la correspondance de René Lévesque ont été classifiées et sont donc désormais inaccessibles aux chercheurs et chercheuses.

## Éric Bédard

*Chronique d'une insurrection appréhendée* fut le premier « vrai » travail d'historien d'Éric Bédard, un mémoire de maîtrise publié, ce qui déjà est un exploit, qui finit par s'imposer comme un classique chez les historiens qui s'intéressent au sujet. Depuis cette première version de 1998, l'auteur s'est imposé comme un incontournable dans le monde de l'histoire politique québécoise comme de la vulgarisation historique. On souligne avec raison la qualité de sa plume, la clarté du propos, sa capacité à rejoindre un public large dans divers médias, sans jamais pour autant céder à la facilité ; comme d'autres grands vulgarisateurs, Bédard en appelle à l'intelligence de son auditoire.

Dans le cadre de son mémoire, Bédard ne cherchait pas à réécrire l'histoire de la crise d'Octobre mais s'intéressait à la réaction du milieu universitaire à cet événement. Le cœur du travail est inchangé, mais Bédard a profondément retravaillé son texte, contrairement à ce qu'on peut constater dans le cas d'autres rééditions présentées ici. Il a tenu compte de l'évolution

de l'historiographie, et la première partie du livre nous offre un survol pertinent du contexte d'effervescence étudiant des « années '68 ».

La préface de l'historienne Louise Bienvenue insiste sur l'inscription de l'ouvrage dans une littérature consacrée à la jeunesse qui s'élargit notablement depuis quelques années. Elle rappelle qu'une partie du drame d'Octobre repose sur une mécompréhension par les élites d'une jeunesse qui, durant les années 1960, expérimente une tout autre réalité culturelle que la leur: elles en ont donc eu peur, ce qui permet de mieux comprendre cette hantise d'une insurrection appréhendée. Cette peur est également alimentée par le contexte effervescent des « années '68 », alors que le joli mois de mai français a vu les travailleurs et les étudiants s'associer pendant quelques jours qui ont déstabilisé le Général. Vu le degré d'engagement des étudiants québécois et la montée en puissance d'un syndicalisme de combat, vu enfin que le FLQ de 1970 est partiellement animé par des travailleurs et tient un discours très ancré dans le quotidien de la classe ouvrière, il n'est, là encore, pas si étonnant que les élites politiques se soient mises à craindre le pire. « L'attrait pour la violence » exprimé par le « pouvoir étudiant » (p. 49) en 1968-1969 est évidemment pour quelque chose dans cette crainte.

De manière générale, Bédard présente les étudiants de ces années comme faisant partie d'une génération distincte des autres; portrait nuancé, sans complaisance, mais sans tenir non plus le discours revanchard ou acerbe que l'on peut parfois entendre à l'endroit des baby-boomers. En analysant la réaction universitaire à la crise d'Octobre, l'auteur nous montre également comment le mouvement étudiant se structure, se fissure, se recompose, se radicalise, puis s'atomise au fil des assemblées et des autres événements de ces années mouvementées. Ainsi, la fin de l'Union générale des étudiants du Québec (UGEQ) et, plus largement, l'abandon de la revendication de la « participation » étudiante aux instances universitaires au profit d'une idéologie révolutionnaire provoque un éclatement du mouvement étudiant qui permet de mieux comprendre sa relative fragilité et son silence pendant la crise. Bédard le rappelle au moment de relater les événements entourant le début de la crise: «... personne n'est véritablement en mesure de prendre la direction d'un soulèvement étudiant. Sur la montagne [Université de Montréal] comme au centre-ville [Université du Québec, universités anglaises], les étudiants agissent en petits groupes et de façon improvisée » (p. 91). « Changer la vie » implique de faire des gestes forts et non plus de discuter. Il faut agir pour qu'advienne le Grand Soir, et pour ce faire on s'appuie sur une perspective marxiste désormais partagée

par la plupart des militants. Cependant, Bédard nous rappelle que la « fièvre de l'action » (p. 58) est ce qui va caractériser cette période, au cours de laquelle plusieurs organisations vont se dissoudre en vue de laisser place à l'action spontanée des « masses ».

Ce qui explique l'absence des étudiants aux conférences de presse du Groupe des 16 et aux côtés de cette « alliance Lévesque-Ryan ». Ce qui permet aussi de mieux comprendre la panique des autorités politiques et policières, sur laquelle l'auteur revient en conclusion : alors que les syndicats sont structurés et s'appuient sur une forte tradition de négociation, la masse des jeunes étudiants, sans porte-parole, anarchique, ressemble à « une bête fauve capable de sauter à la gorge des forces publiques à la moindre provocation » (p. 176). Rappelons-nous que les nouveaux mouvements sociaux qui émergent justement dans les années 1960, et dont certains principes de fonctionnement ont pu être observés plus récemment, comme en 2012, privilégient une structure de pouvoir horizontale s'appuyant sur la forte participation des individus et des cellules, autonomes et souveraines, au détriment de la hiérarchie classique des organisations de type syndical. Combien de fois n'a-t-on pas reproché aux « porte-paroles » du mouvement étudiant de 2012 de ne pas avoir pris les moyens pour bannir ou à tout le moins condamner « la violence et l'intimidation » sur les campus ? En l'absence de têtes dirigeantes facilement identifiables et pouvant « contrôler leur monde », les élites se trouvent dépourvues d'interlocuteur et se mettent à craindre le pire.

Les enlèvements qui se produisent coup sur coup en octobre 1970 sont un choc pour les autorités et laissent à penser que le FLQ s'appuie sur une organisation efficace. À cet égard, on peut mettre en comparaison les analyses de Bédard et de Dagenais (voir ci-après), ce dernier parvenant également à démontrer la stupeur des journalistes et politiciens à l'annonce de l'enlèvement de Laporte, tournant de la crise forçant une répression massive, d'autant plus que, dans la population, on semble assister à un certain vent de sympathie à l'endroit des militants. Chez les jeunes en tout cas, le rassemblement du 15 octobre au centre Paul-Sauvé contribue à accroître sensiblement cette peur panique des autorités à l'égard de la jeunesse : il faut des pouvoirs spéciaux à la police, faire urgemment intervenir l'armée. Le même sentiment d'urgence habite les jeunes militants.

Bédard nous montre aussi les différences d'approche entre universités francophones et anglophones, entre l'UQAM, université toute neuve et populaire s'il en est, et les institutions plus établies et élitistes comme McGill. Cette dernière avait d'ailleurs fait l'objet d'une attention particulière

lors du mouvement McGill français de 1969, qui avait abouti cependant à une baisse des tensions, avec le départ de plusieurs des étudiants les plus radicaux. Alors que les universités anglophones restent en marge des événements et réagissent peu à la crise d'Octobre, l'UQAM et l'Université de Montréal sont le théâtre d'une prise de parole enflammée et d'une mobilisation importante de la part des étudiants. Bientôt, cependant, « la libre diffusion des idées est devenue impossible en ces temps de grande tension. En effet, l'invocation de la *Loi sur les mesures de guerre*, proclamée le jour même [16 octobre] par Ottawa, change les règles du jeu en rendant dangereuse l'expression de certaines idées politiques » (p. 90). Là encore, comme dans les ouvrages de Lachapelle, on se rend compte que cette loi rend suspect, voire coupable par association, tout Québécois qui exprimerait des idées un tant soit peu favorables au FLQ ou à l'indépendance du Québec en général.

La deuxième partie de l'ouvrage, intitulée « À la recherche de coupables », est également divisée en deux chapitres : « Les mesures de guerre » et « L'urgent besoin d'un bouc émissaire ». L'auteur revient sur le déroulement de ces journées où se décide le recours à la *Loi sur les mesures de guerre*, qui en vient à menacer directement, de par les critères larges édictés, nombre d'étudiants ; le tout alors que se préparent des élections à la mairie de Montréal. Reprenant les analyses et conclusions du rapport Duchaine (1981), Bédard estime à son tour que « Prétextant mettre fin aux activités du FLQ, les forces policières, appuyées par la classe politique, ont tiré parti des circonstances pour mener des actions répressives d'une très grande envergure afin de stopper ceux qui militaient en faveur d'un changement radical de l'ordre établi » (p. 114), parmi lesquels figuraient nombre de ceux qui agissaient au sein du mouvement étudiant.

Il faut saluer encore ici le travail de mise à jour effectué par Bédard. Non seulement il tient compte des progrès de l'historiographie, mais il puise également dans les rapports et autres sources premières dévoilées au fil des années par des témoins ou des groupes comme la défunte Fondation Octobre, documents gouvernementaux ou policiers rendus disponibles entre autres par le biais de la *Loi sur l'accès à l'information*. Ainsi il présente, et c'est un des apports substantiels de cette nouvelle édition, un « dossier confidentiel » du substitut du procureur (et ministre de la Justice) Jérôme Choquette, M<sup>e</sup> Gilbert Morier, attestant du caractère flou et improvisé de la loi qu'il était chargé d'appliquer en montant des dossiers d'accusation contre plusieurs centaines de détenus. Cette liste des interpellés d'Octobre, la plus à jour actuellement, montre aussi que ce sont majoritairement de

jeunes hommes de la région montréalaise qui ont fait les frais de ces arrestations (p. 122).

Ce chapitre révèle également — citations à l'appui — la crainte, pour ne pas (re)dire la panique des élites politiques et médiatiques à l'endroit de cette masse mouvante des étudiants qui risquent de tout renverser en suivant l'exemple felquiste. Puis l'auteur fait le point sur la réaction immédiate, sur les campus, à l'imposition des mesures de guerre : après la stupeur et la colère viennent les tentatives d'organisation, puis l'essoufflement, au grand dam d'observateurs engagés comme Jean-Marc Pottle : « dernier clou dans le cercueil de la révolution » (p. 154), la *Loi sur les mesures de guerre* parvient à fortement ébranler les étudiants et à les faire rentrer dans le rang.

Le chapitre 4 confirme le constat fait par Bernard Dagenais : il fallait trouver un bouc émissaire, qui seront les professeurs, les étrangers, nourris d'idéologies déconnectées de la réalité nord-américaine, des nouveaux clercs ayant une trop forte influence sur les jeunes et les endoctrinant au profit des révolutionnaires en herbe. On croirait déjà entendre ces contempteurs du *wokisme* tous azimuts, qui prennent l'écriture épïcène ou la théorie décoloniale pour des attaques frontales — et étrangères, évidemment — contre la Civilisation.

Bref, un classique revisité, qui présente l'immense mérite d'avoir été écrit en tenant compte des progrès de l'historiographie récente. La thèse générale reste inchangée, bien entendu, mais se trouve étoffée et d'autant plus actuelle.

## Bernard Dagenais

Réédition d'un ouvrage paru au moment du 20<sup>e</sup> anniversaire d'Octobre, *La crise d'Octobre 1970 au Québec* du professeur de communication de Laval paraît pratiquement inchangé. Le titre prétend analyser un objet de recherche plus vaste qu'il n'est en réalité, le livre se limitant en fait à la présentation des réactions médiatiques durant Octobre. Ce « miroir à 10 faces », pour reprendre le sous-titre originel, est de nouveau exposé ici en autant de chapitres, qui présentent le même événement sous autant d'interprétations médiatiques, du « fait divers » au « règne de l'indifférence », en passant par l'« appel à la révolution », par exemple.

Se voulant une présentation parfois brutale et sans fard de la partialité des médias au moment des faits, de la manipulation politique dont ils sont

l'objet ou encore des mensonges qu'ils concourent à diffuser, l'ouvrage de Dagenais se révèle un compendium instructif de la manière dont une société déjà ultra-médiatisée en 1970 peut en arriver à tomber dans une sorte de délire.

La question de départ est réaffirmée dès l'avant-propos contemporain (2020) : « Est-il possible que la crise d'Octobre ait été instrumentalisée pour servir des fins politiques ? » (p. xi). L'auteur y répond très rapidement en affirmant que voir une insurrection appréhendée dans ces événements « relève de la manipulation pure et simple ». Ce sera là malheureusement un des seuls ajouts au livre d'origine, et on peut regretter que Dagenais, qui a par ailleurs longuement travaillé sur la violence politique et ses effets, n'ait pas voulu ancrer cette réédition dans un présent qui, avec Internet et les réseaux sociaux, est plus que jamais susceptible de céder à cette manipulation. Bien entendu, il évoque en conclusion, comme il l'a fait il y a plusieurs années déjà dans son *Éloge de la violence*, le caractère parfois *utile* voire *nécessaire* de la violence dans tout projet politique : « Les attentats du FLQ ont servi de déclencheur et d'ondes de choc auprès des Québécois » (p. 270), ce qui ultimement amènera le PQ à prendre le pouvoir seulement huit ans après avoir été fondé. Cependant, une relecture contemporaine de la conclusion, par ailleurs excellente et éclairante, aurait été fort appréciée.

Cela dit, est-ce que le livre est toujours utile et intéressant ? Certainement. Dagenais a bien montré comment le Québec de 1970 se représentait comme une société « tranquille » au sein de laquelle tout acte de violence était nécessairement importé, étranger, invraisemblable ; ou comment les journalistes et les politiciens peuvent parfois être déconnectés d'une certaine violence du quotidien qui les surprend lorsqu'elle finit par sortir des ruelles et surgir dans leur cour. Surtout, l'auteur fait la démonstration, toujours actuelle, d'une certaine relativité et diversité des perceptions que l'on peut avoir d'un même événement. Nos « chambres d'écho » actuelles ne sont que l'évolution de cette situation : « Tout compte fait, l'événement n'est pas ce que l'on voit, mais ce dans quoi on se projette » (p. 277).

Paradoxalement, cette diversité n'amène pas nécessairement à une multiplicité des opinions, mais plutôt à la radicalisation de quelques-unes d'entre elles. Ces différents regards amènent presque tous à un même jugement dont le politique va se servir pour imposer la répression que l'on sait. Dagenais souligne aussi, comme le fait Lachapelle, la difficulté immense de tenir une posture de dissidence face à ce rouleau compresseur ; là encore, *Le Devoir* fait figure de franc-tireur en ne hurlant pas avec les loups.

Du point de vue méthodologique, on peut quand même reprocher à Dagenais d'avoir cité les journalistes hors de leurs contextes spécifiques, de leurs lieux de diffusion. En postulant une relative autonomie des discours, il en arrive à citer des phrases désincarnées dont on doit retracer les généalogies idéologiques. C'est un choix de l'auteur que de présenter ses sources de cette manière, comme des éléments épars d'un interdiscours par ailleurs structurant, une sorte d'« air du temps » non forcément contextualisé, la phrase du *Devoir* ou celle d'une chronique de CKAC étant mises au même niveau. Cela permet de se plonger à chaque fois dans un des dix « miroirs » que nous présente l'auteur. Néanmoins, la perspective amène aussi un certain flou et la difficulté de se faire une tête sur l'opinion, par exemple, de tel ou tel journal, de tel ou tel auteur.

\* \* \*

À la (re)lecture de ces ouvrages, quelques points me viennent à l'esprit. Malgré la volonté affichée, entre autres par Legaré, mais aussi par Dagenais, d'inscrire Octobre dans le flot des « années de plomb » qui inonde le monde occidental, ces cinq ouvrages restent silencieux quant à la dimension internationale du terrorisme des petites nations occidentales. Bien entendu, la France est là : observatrice, actrice, refuge, pilier stratégique et politique pour les indépendantistes québécois. Mais ce phare intellectuel et militant ne devrait pas nous aveugler quant à l'importance d'Octobre pour d'autres mouvements nationalitaires, je pense à ce qui se passe alors en Corse, en Catalogne, en Bretagne, au Pays basque, en Irlande. Alors que, comme le rappelle Dagenais, « la crise d'Octobre a pacifié la violence au Québec », les autres mouvements nationalitaires et d'extrême gauche prenaient leur envol en Occident, menant à une vague d'attentats et de répression jusqu'au cœur des années 1980. Cette dimension internationale d'Octobre, jusque dans sa singularité, reste à étudier.

Ce qu'on a tendance à oublier en lisant ces ouvrages, nouveaux ou anciens, c'est que si les années 1960 marquent l'envol des idées de gauche — plus ou moins radicales —, elles furent aussi le moment de la renaissance d'une droite forte, elle aussi radicale, pour ne pas dire fasciste et révolutionnaire, notamment dans les pays européens et aux États-Unis. Beaucoup moins au Québec, cependant, alors que la question nationale, même après Octobre, concentre l'horizon d'attente politique et permet d'une certaine manière de ceinturer l'expression d'un radicalisme qui serait trop marqué

à droite. L'échec référendaire de 1980 va par contre relâcher cette force centripète, et on verra naître plusieurs mouvements, revues et groupes franchement campés à l'extrême droite, se revendiquant de l'héritage tant du Centre d'information nationale de Robert Rumilly que du Front national français de Le Pen.

Aujourd'hui, alors que le fond de l'air est si brun et que les totalitarismes d'extrême droite recueillent l'assentiment d'un grand nombre d'électeurs, il est plus qu'utile de se replonger dans cet épisode peu glorieux de l'histoire québécoise et canadienne. Il nous rappelle qu'en cas de menace réelle ou appréhendée, les institutions en place (en réalité, les hommes et les femmes qui sont censés les servir) sont promptes à crier au loup et à mettre en place avec une rapidité qui confine à la magie des lois exceptionnelles liberticides, avec la bénédiction et l'encouragement d'une armée de faiseurs d'opinions au service du « bon sens ». Quelques personnes se lèvent, s'opposent, s'indignent, se font rabrouer, rentrent chez elles, puis la grande manœuvre se poursuit. À l'heure des réseaux sociaux et des chroniqueurs érigés en intellectuels de service, il y a fort à parier que le résultat ne serait pas si différent de ce qui s'est passé en octobre 1970. Advenant une nouvelle crise, quelle serait l'attitude des chroniqueurs et éditorialistes de nos journaux : la résistance, la compromission, l'indépendance ? Le mouvement contestataire de 2012, fort de centaines de milliers de manifestants — et pas uniquement des étudiants — en a été un exemple.

Enfin, les auteurs n'épiloguent pas sur l'après-October. On ne peut le leur reprocher, ce n'est pas leur propos. J'ose cependant un panorama impressionniste : la « fin de l'innocence » provoquée par la crise conduit les militants à deux trajectoires distinctes et parfois opposées. Puisque les masses n'ont pas suivi, puisque la répression de l'État est trop puissante, il faut dénoncer le spontanéisme et opter pour le marxisme « scientifique », celui qui fonctionne, qui a fonctionné ailleurs. Ce sera le maoïsme, le marxisme-léninisme des années 1972-1982, s'appuyant sur les ruines des comités et autres groupuscules politiques nés de l'effervescence de 1968-1970. Le deuxième mouvement sera réformiste, on le retrouvera dans le mouvement syndical, qu'il viendra nourrir de discours marxisants pour l'amener à un syndicalisme de combat ; et ce sera l'indépendantisme respectueux du cadre parlementaire et démocratique avec le Parti québécois. Ce dernier prendra le pouvoir quelques années plus tard : le spontanéisme n'est plus à l'ordre du jour, pas plus que la lutte de libération nationale. Le paradigme de la décolonisation a vécu, il en reste un grand récit un peu

mythifié et dramatique qui, comme le rappelle Louise Bienvenue en préface du livre de Bédard, fascine toujours autant les étudiants, plus de cinquante ans après: «c'est la jeunesse éternelle d'Octobre». ♦